

Jeudi 29 janvier, l'enseignement supérieur et la recherche publics participent avec force à la grève et aux manifestations.

Pourquoi?

Toutes les catégories de personnels – enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs, personnels techniques et administratifs – sont confrontées à une politique gouvernementale qui détruit l'enseignement supérieur et la recherche : budgets des établissements insuffisants, suppressions d'emplois, développement de la précarité, mise en danger des statuts des personnels (enseignants-chercheurs, administratifs et techniciens), dégradation de la formation des enseignants, démantèlement des organismes de recherche (CNRS...). Et comme les autres fonctionnaires, ils réclament l'amélioration du pouvoir d'achat des salaires, en baisse depuis des années.

Oui, il faut transformer l'enseignement supérieur et la recherche : c'est l'avenir des étudiants, du pays qui est en jeu. Le statu quo figerait des inégalités sociales et un affaiblissement de l'effort scientifique dans notre pays. Une authentique « relance » doit porter sur l'emploi, sur les qualifications, sur la formation, sur la recherche. Il s'agit en particulier de recruter plus de chercheurs et d'enseignants-chercheurs au lieu des suppressions d'emplois.

A l'appel notamment du SNESUP, de nombreuses AG et réunions ont lieu dans les universités, rassemblant personnels et étudiants. Elles fixent nos principales revendications qui convergent avec les objectifs de la journée interprofessionnelle :

Service public

- Retrait des réformes actuelles du gouvernement sur le statut des enseignants-chercheurs, la formation des enseignants, le devenir des organismes et de leurs personnels.
- Demande d'un financement des universités à la hauteur des besoins réels.

Emploi

- Annulation des 1000 suppressions de postes prévues au budget 2009, demande d'un plan de créations d'emplois de fonctionnaires dans les universités et les organismes.
- Refus de la précarité, notamment des jeunes docteurs.

Pouvoir d'achat

- Revalorisation des carrières pour tous et amélioration des salaires.
- Refus des primes à la tête du client.
- Revalorisation et extension des aides financières aux étudiants (bourses, logements...).

Le SNESUP exige de véritables négociations pour de tout autres réformes.

A l'appel du SNESUP, de la coordination nationale des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche, les universitaires se sont engagés dans un mouvement de grève à partir du 26 janvier pour obtenir satisfaction. Ils prolongeront cette action au-delà du 29 janvier.